

SOS MADA > 20 juin 2009

Nous ne pouvons révéler notre identité ce qui pourrait placer notre ONG "non gratta" à Madagascar et qui priverait les populations les plus pauvres que nous aidons, de nos actions quotidiennes.

Nous nous en excusons.

« Chers amis journalistes et reporters,

Nous savons que votre travail est de plus en plus difficile, nous savons que vos pages internationales ne sont pas extensibles. Mais si l'Iran occupe aujourd'hui vos colonnes, Madagascar aussi a été victime d'un coup d'Etat, les urnes aussi, y ont été bafouées et des milliers de gens manifestent aujourd'hui pour dénoncer ces faits, pendant que d'autres sont emprisonnés, des journaux interdits de publication...

Certes, Madagascar n'a pas la bombe atomique mais cette île de l'Océan indien a du pétrole, découvert et encore inexploité mais attribué à 60% à Total en 2008.

Nous vous interpellons car notre ONG travaille sur cette île depuis 23 ans. Nous étions en mission dans la capitale de janvier à mars dernier, pendant le coup d'Etat et à notre retour les informations que nous avons pu lire dans la presse française étaient - souvent - unilatérales et depuis, tombées, semble-t-il, aux oubliettes.

Pour nous, il s'agit d'un retour à la dictature de l'époque Ratsiraka. Nous ne voulons cependant pas et bien sûr vous dicter ce que vous avez à écrire. Juste vous dire que des informations sont accessibles sur Internet où tous les jours, la presse malgache est condensée : Midi Madagascar et Tribune ou Top Mada plus près de Ravalomanana (ex-gouvernement) mais qui a diffusé des communiqués précis et réels appuyés par une majorité de malgaches "légalistes".

On peut lire dans ces journaux que les "légalistes" (respect des urnes et de la constitution) sont réunis en manifestations journalières non violentes, tournant malgré le danger, autour de 50 000 personnes sur Tananarive, la capitale. Ces gens courageux sont pourchassés le plus souvent par les militaires, équipés de balles réelles. On peut lire dans cette presse l'augmentation en flèche de la pauvreté, la plupart des pays ayant suspendu leurs aides, les touristes et les investisseurs n'étant plus là. Amnesty International est actuellement sur le terrain mais elle est contestée et insultée sans ménagements par le "gouvernement de transition Andry Rajoelina dit TGV" ».